



## RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

### Mise en accessibilité du Tribunal de Proximité - MAUBEUGE

<p>N° D'AFFAIRE : C24215147 N° CHRONO : 2 N° VERSION : Rapport comprenant l'analyse du lot électricité</p> <p>ANNULE ET REMPLACE LE RAPPORT N° 1 DU 28/01/2025</p>	<p>CE RAPPORT A ETE VALIDE PAR LE CHARGE D'AFFAIRE LE 29/01/2025</p> <p><b>SIGNATURE</b> DILLIES Benoît</p>	<p>CHANTIER  PLACE DU DOCTEUR PIERRE FOREST</p> <p>59600 MAUBEUGE</p>	 <p>OBSERVATIONS</p>
--	---	---	---

### OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

### MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
Hand-ERP	Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

### ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

SEI - Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations

classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isollements et les intercommunications ;

- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

Hand-ERP - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- L'établissement de l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité, prévue par l'article L. 122-9 du CCH,
- L'accessibilité des lieux de travail au personnel handicapé en application des articles R.4214-26 à R.4214-29 et R.4217-2 du code du travail.
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapés en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH.

#### Suivi des versions du rapport

Version	Synthèse des versions du rapport	N° chrono
1	Création du document	1
2		2

Ce rapport annule et remplace le rapport N°1 du 28/01/2025

## SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	4
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	5
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	6
4. SYNTHESE DES AVIS	7
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	8
6. DOCUMENTS EXAMINES	22
7. DIFFUSION	22

## 1. INFORMATIONS GENERALES

### 1.1 OPERATION

Mise en accessibilité du Tribunal de Proximité  
CTC

#### **Permis de construire ou autorisation administrative**

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 27/11/2024

#### **Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage**

- Montant prévu des travaux : 75 000 € HT

#### **Classement réglementaire :**

- ERP de 5ème catégorie : Général

### 1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : SECRETARIAT GENERAL MINISTERE JUSTICE  
32-50  
59800 LILLE

## 2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

### 2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :  
Service public : Judiciaire, police

### 2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX

Le projet consiste en la mise en accessibilité du tribunal de proximité situé à MAUBEUGE (59)

- aménagement d'un sanitaire adapté aux PMR
- aménagement d'un bureau accessible aux PMR
- modification de l'accueil
- mise en place d'une sonorisation avec boucle magnétique dans la salle d'audience

### **3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION**

#### **3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES**

Dans le cadre de la contribution à la prévention des aléas techniques inhérents au projet, nous restons à la disposition du Maître d'ouvrage pour étudier des missions complémentaires non prévues au contrat de contrôle technique.

## 4. SYNTHESE DES AVIS

### 4.1 PAR OUVRAGE

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique nos avis sur ouvrage dans le cadre des missions confiées



#### CLOISONS

### 4.2 PAR EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet



#### SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

ADAPTATION DES REGLES DE  
SECURITE ET CAS  
PARTICULIERS D'APPLICATION  
DU REGLEMENT – (GN4 à 10)



#### SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

INSTALLATIONS ELECTRIQUES  
– (PE24)  
MOYENS DE SECOURS – (PE26  
à 27)



#### SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

PRODUITS ET MATERIAUX DE  
PAROIS – (AM2 à 8)



#### Hand-ERP - Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

PORTES, PORTIQUES ET SAS –  
(Art. 10)



## 5. AVIS AU STADE CONCEPTION

### 5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

#### Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

#### Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

#### Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

#### Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

#### Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

#### Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire










**5.2 Avis sur les ouvrages**

OUVRAGES/LOCALISATIONS	Code Avis	AVIS	
<b>ENSEMBLE DU BATIMENT / TOUS LES OUVRAGES</b>			
<b>ENVIRONNEMENT ET GEOGRAPHIE</b>			
Dispositions générales	SO	N°O1 - 1	Absence de travaux structurels
<b>DISTRIBUTION</b>			
<b>CLOISONS</b>	F	N°O2 - 1	Plaques de plâtre

**5.3 Avis sur exigences réglementaires - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH**

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS		
<b>DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC Art. GN</b>			
<b>CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS (GN1 à 3)</b>			
Classement des établissements (GN1)	PM	N°E1 - 1	Suivant la notice de sécurité incendie, ERP 5ème catégorie avec activité de type W
Classement des établissements non isolés entre eux (GN2)	PM		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
Classement des établissements isolés entre eux (GN3)	PM		
<b>ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE ET CAS PARTICULIERS D'APPLICATION DU REGLEMENT (GN4 à 10)</b>			
Procédure d'adaptation des règles de sécurité (GN4)	S	N°E13 - 1	Le PV de la commission de sécurité incendie suite au dépôt de l'AT sera à nous transmettre
Établissements comportant des locaux de type différents (GN5)	PM	N°E14 - 1	Type W
Utilisations exceptionnelle des locaux (GN6)	PM		
Établissements situés dans un immeuble de grande hauteur (GN7)	SO		
Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation (GN8)	S	N°E16 - 1	Etablissement à simple RDC Prévoir des diffuseurs lumineux d'alarme incendie dans les sanitaires
Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants (GN9)	SO		








EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
Application du règlement aux établissements existants (GN10)	PM		N°E18 - 1      Mise en accessibilité du tribunal de proximité
CONTROLE DES ETABLISSEMENTS (GN11 et 12)			
Notifications des décisions (GN11)	PM		
Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction (GN12)	PM		
TRAVAUX (GN13)			
Travaux dangereux (GN13)	PM		
NORMALISATION (GN14)			
Conformité aux normes . Essais de laboratoires (GN14)	PM		
STRUCTURES PROVISOIRES ET DEMONTABLES (GN15)			
Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables (GN15)	PM		
			
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DE 5e CATEGORIE Art. PE			
DISPOSITIONS GENERALES (PE1 à 4)			

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
Objet - Textes applicables (PE1)	PM		
Établissements assujettis (PE2)	F	N°E19 - 1	ERP 5ème catégorie avec activité de type W
Calcul de l'effectif (PE3)	F	N°E20 - 1	Effectif du public déterminé suivant la déclaration de la MOA: 30 personnes
Vérifications techniques (PE4)	PM		
<b>CONSTRUCTION, DEGAGEMENTS, GAINES (PE5 à 12)</b>			
Structures, patios et puits de lumière (PE5)	SO	N°E21 - 1	Non modifié dans le cadre des travaux
Isolement - Parc de stationnement (PE6)	SO	N°E22 - 1	Non modifié dans le cadre des travaux
Accès des secours (PE7)	SO	N°E23 - 1	Non modifié dans le cadre des travaux
Enfouissement (PE8)	SO		
Locaux présentant des risques particuliers (PE9)	SO		
Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures (PE10-A)	SO		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
Installations de gaz combustibles (PE10-B)	SO	N°E28 - 1	Non modifié dans le cadre des travaux
Dégagements (PE11)	SO		
Conduits et gaines (PE12)	SO		
DESENFUMAGE (PE14)	SO		
INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINES A LA RESTAURATION (PE15 à 19)	SO	N°E87 - 1	Electricité  Les plans d'implantation (blocs de secours, éclairage, force) et les schémas électriques nous seront communiqués avant réalisation
CHAUFFAGE, VENTILATION (PE20 à 23)	SO		
INSTALLATIONS ELECTRIQUES (PE24)	S		
Installations électriques, éclairage (PE24)	S		
ASCENSEURS, ESCALIERS MÉCANIQUES ET TROTTOIRS ROULANTS (PE25)			

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
	SO		
<b>MOYENS DE SECOURS (PE26 à 27)</b>			
Alarme, alerte, consignes (PE27)	S	N°E88 - 1	Alarme incendie: - l'alarme devra être audible de tous points - l'ensemble des WC devra être pourvu de diffuseurs lumineux
<b>AMENAGEMENTS INTERIEURS, AGENCEMENT PRINCIPAL ET MOBILIER Art. AM</b>			
<b>GENERALITES (AM1)</b>			
	PM		
<b>PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS (AM2 à 8)</b>			
Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux (AM4)	S	N°E34 - 1	Préciser la réaction au feu des revêtements muraux prévus
Plafonds des dégagements non protégés et des locaux (AM5)	S	N°E35 - 1	Préciser la réaction au feu des plafonds prévus
Sols des dégagements non protégés et des locaux (AM7)	S	N°E36 - 1	Préciser la réaction au feu des revêtements de sol prévus

#### 5.4 Avis sur exigences réglementaires - Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

EXIGENCES/LOCALISATION			AVIS	
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC SITUES DANS UN BATIMENT EXISTANT PC ≥ 01/01/2015 Arrêté du 8/12/2014				
CHEMINEMENTS EXTERIEURS (Art. 2)				
	SO			
PLACES DE STATIONNEMENT (Art. 3)				
	SO			
ACCES A L'ETABLISSEMENT OU A L'INSTALLATION (Art. 4)				
Repérage				
Repérage des entrées principales	F		N°E46 - 1	L'entrée sera repérable par les panneaux Tribunal de Proximité et Ministère de la Justice
ACCUEIL DU PUBLIC (Art. 5)				
Si existence d'un point d'accueil :				
Au moins un point d'accueil accessible	F			
Point d'accueil prioritairement ouvert	F			
Point d'accueil signalé de manière adaptée	F			
Banques d'accueil				
Si usages tel que lire, écrire ou utiliser un clavier sont requis	F			

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
Boucle magnétique conforme à l'annexe 9 ou à la norme NF EN 60118-4 (2007) obligatoire pour les ERP remplissant une mission de service public et pour les ERP 1 et 2 catégorie	F	
<b>CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES (Art. 6)</b>		
<b>Caractéristiques dimensionnelles</b>		
Cheminement accessible horizontal et sans ressaut	F	
Pente $\leq 6\%$	F	
Hauteur du ressaut $\leq 2$ cm ou $\leq 4$ cm avec une pente $\leq 33\%$	F	
Largeur du cheminement $\geq 1,20$ m	F	
Dévers $\leq 3\%$	F	
Espace de manœuvre de porte devant les portes et portillons	F	
<b>CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES (Art. 7)</b>		
	SO	
<b>TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINES MECANQUES (Art. 8)</b>		



EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
	SO		
<b>PORTES, PORTIQUES ET SAS (Art. 10)</b>			
<b>Caractéristiques dimensionnelles</b>			
locaux < 100 personnes, largeur $\geq$ 0,80m avec une largeur de passage utile $\geq$ 0,77m	F	N°E80 - 1	Largeur de passage - 0,78 m pour la porte du bureau - 0,8 m pour la porte des sanitaires
Portiques de sécurité, largeur de passage utile $\geq$ 0,77m	S	N°E47 - 1	Prévu porte de 0,90 m pour les sanitaires et les autres portes  Largeur de passage du portique < 0,77 m
Espace de manœuvre de porte devant chaque porte sauf les portes ouvrant uniquement sur un escalier et les portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés	S	N°E78 - 1	Suivant la notice d'accessibilité, l'agent de contrôle possède un détecteur de métaux portable et les PMR doivent contourner le portique - ce principe devra être validé par la commission d'accessibilité  Prévu portes de la salle d'audience maintenues en position ouverte lors des audiences - principe validé par la MOA - ce principe devra être validé par la commission d'accessibilité
<b>Sécurité d'usage</b>			
Contraste visuel par rapport à l'environnement pour les portes ou leur encadrement et leur poignée	F	N°E79 - 1	Prévu bandes sur les ouvrants des portes de la salle d'audience pour créer le contraste suivant le mail de la moe reçu le 22/01/2025  Les portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif d'ouverture doit présenter un contraste visuel par rapport à leur environnement
<b>LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, AUX EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE (Art. 11)</b>			
<b>Atteinte et usage</b>			
ERP 1 et 2 catégorie avec > 3 salles de réunions sonorisées accueillant chacune > 50 personnes : boucle	F		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
à induction magnétique portative		N°E59 - 1      Prévu boucle magnétique dans la salle d'audience
SANITAIRES (Art. 12)		
Si sanitaires prévus pour le public au niveau accessible alors au moins un cabinet d'aisance adapté et un lavabo accessible (non applicable pour les hôtels proposant que le service petit déjeuner)	F	
Localisation du cabinet d'aisance adapté	F	
Le cabinet d'aisance est adapté si :		
Espace d'usage	F	
Espace de manoeuvre demi-tour	F	
Espace de manoeuvre de porte devant la porte (côté extérieur du cabinet)	F	
Un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi	F	
Un lave mains avec plan supérieur ≤ 0,85 m	F	
Surface assise de la cuvette à une hauteur comprise entre 0,45 et 0,50m du sol (abattant inclus) - sauf pour les sanitaires destinés aux enfants	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
Barre d'appui latérale à la cuvette	F	
Lavabo accessible	SO	
Si urinoirs en batterie alors positionnés à différentes hauteurs	SO	
<b>SORTIES POUR UN USAGE NORMAL DU BATIMENT (Art. 13)</b>		
Repérage en tout point du bâtiment où le public est admis soit directement soit par l'intermédiaire d'une signalétique adaptée conforme à l'annexe 3	F	
<b>ECLAIRAGE (Art. 14)</b>		
Qualité de l'éclairage naturel ou artificiel ne créé pas de gêne visuelle	SO	
Qualité d'éclairage renforcée	SO	
Eclairage artificiel permet d'assurer les valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel en tenant compte des zones de transitions entre les tronçons du parcours		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
≥ 20 lux pour les cheminements extérieurs accessibles	SO		
≥ 20 lux pour les parcs de stationnement extérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles	SO		
≥ 20 lux pour les stationnement intérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles	SO		
≥ 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office	F	N°E85 - 1	Prévu dans la notice d'accessibilité
≥ 100 lux pour les circulations intérieures horizontales	F	N°E86 - 1	Prévu dans la notice d'accessibilité
≥ 150 lux pour chaque escaliers et équipement mobile	SO		
Si durée de fonctionnement de l'éclairage est temporisée, l'extinction doit être progressive	SO		
Si fonctionnement par détection de présence, elle couvre toute la zone concernée et deux zones successives se chevauchent	SO		
Les points lumineux sont installés pour éviter tout risque d'éblouissement direct des usagers en position "debout" ou "assis" ou de reflet sur la signalétique	SO		

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS (Art. 15)	SO
ETABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX D'HEBERGEMENT (Art. 16)	SO
CABINES ET ESPACES A USAGE INDIVIDUEL (Art. 17)	SO
CAISSES DE PAIEMENT ET DISPOSITIFS OU EQUIPEMENTS DISPOSES EN BATTERIE OU EN SERIE (Art. 18)	SO
SOUS-TITRAGE EN FRANCAIS POUR LES TELEVISEURS SI CES DERNIERS ONT LA FONCTIONNALITE (Art. 19)	SO

## 6. DOCUMENTS EXAMINES

### MT ARCHITECTURE

Réf ou n°	Indice	Intitulé du document	Reçu le
		Autorisation de travaux ERP du 21/01/2025	22/01/2025
		Notice descriptive accessibilité du 21/01/2025	22/01/2025
		Notice descriptive de sécurité du 21/01/2025	22/01/2025

## 7. DIFFUSION

### DESTINATAIRE PRINCIPAL :

**SECRETARIAT GENERAL MINISTERE JUSTICE**  
MARY TRANG  
mary.trang@justice.gouv.fr

### DESTINATAIRES EN COPIE :

**MT ARCHITECTURE**  
TONNEAU  
marietonneau.architecture@yahoo.com